

## FORMULAIRE DE DEMANDE DE REMISE PARTIELLE DE DETTES FISCALES CONSTATEES AU 31 décembre 2019

(à adresser à votre service des impôts)

Ce formulaire sert exclusivement à la procédure de remise partielle de dettes instituée par l'ordonnance n°002-202 du 23 avril 2020 et l'arrêté ministériel n°010330 du 05 juin 2020 dans le cadre des mesures fiscales de soutien aux entreprises face à la pandémie du Covid-19.

**Veillez choisir l'une ou les lignes ci-dessous qui correspondent à votre situation économique. Tout choix doit être justifié.**

1) Arrêt total ou partiel, dûment constaté, des activités professionnelles ; (Cocher la case, le cas échéant et joindre la pièce justificative)	<input type="checkbox"/>
2) Fermeture des locaux professionnels découlant de l'absence d'activités ; (Cocher la case, le cas échéant et joindre la pièce justificative)	<input type="checkbox"/>
3) Mise en chômage technique du personnel représentant au moins 50% des effectifs permanents (Cocher la case, le cas échéant et joindre la pièce justificative)	<input type="checkbox"/>
4) Baisse d'au moins 33% du chiffre d'affaires réalisé pendant les mois de mars, avril et mai 2020 comparativement à celui réalisé au cours de la même période de l'exercice 2019 ; (Cocher la case, le cas échéant et joindre la pièce justificative)	<input type="checkbox"/>
5) Administrations et organismes publics ou assimilés ; (Cocher la case, le cas échéant et joindre la pièce justificative)	<input type="checkbox"/>

Informations générales du demandeur	Mettre les réponses
DENOMINATION SOCIALE (pour les personnes morales)	
<b>PRENOM ET NOM (pour les personnes physiques)</b>	
NINEA ET COFI	
Description de vos activités	
Centre fiscal de rattachement	
Adresse complète	
Téléphone fixe	
Email	
<b>Fonction de la personne qui remplit le formulaire</b>	
Autre fonction (à préciser)	
Numéro de téléphone mobile	

Effectifs des salariés au 1er mars 2020	Permanents Hommes	Permanents Femmes	Temporaires Hommes	Temporaires Femmes

Observations :

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin
<b>Masse salariale versée de janvier 2020 au mois précédent le dépôt de la demande</b>						
Chiffre d'affaires réalisé au titre de chaque mois sur la période de janvier 2020 au mois précédent le dépôt de la demande pour les professionnels						
Chiffre d'affaires réalisé au cours des mêmes mois de l'année 2019 pour les professionnels						

<b>Situation des titres de créances constatées au plus tard le 31 décembre 2019 et des paiements effectués à compter du 1er janvier 2020</b> <b>(Joindre la copie des titres et un tableau récapitulatif en indiquant, le cas échéant, le numéro du titre exécutoire, la date, la nature de l'impôt ou de la taxe, le montant de la dette en distinguant les droits simples et les pénalités légales.)</b>			
Existence de moratoire de paiement de dettes fiscales en cours (cocher la case concernée)	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	Montant à payer par échéance :
Total des paiements effectués à la date de la demande			
<b>Solde des dettes non payées</b>			
<b>Montant des paiements effectués du 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la date de la demande</b>			
<b>Montant de la demande de remise</b>			
<b>En sollicitant le bénéfice de cette procédure, je m'engage à me conformer à toutes les obligations prévues par l'ordonnance et l'arrêté précités, notamment :</b>			
1) Je joins l'engagement de conserver les emplois existant au 1er mars 2020 et/ou à assurer une rémunération minimale de 70% en cas de mise en chômage technique ;	<input type="checkbox"/>		
2) Je joins l'engagement de ne pas procéder, au titre des résultats ou des produits des exercices 2020 à 2022, à des distributions de dividendes, sauf dans les conditions prévues par l'article 4 de l'arrêté suscité.	<input type="checkbox"/>		
3) Je joins l'attestation délivrée par le service de l'Inspection du Travail relative au respect des engagements susvisés.	<input type="checkbox"/>		
4) J'accepte expressément le bien fondé des titres exécutoires sur lesquels la remise est sollicitée	<input type="checkbox"/>		
5) Je joins l'engagement de solder le reliquat de ma dette fiscale dans un délai n'excédant pas six mois consécutifs à compter de la réception de la décision accordant la remise partielle (cet engagement est optionnel. Vous pouvez cocher la case oui ou non)	Oui <input type="checkbox"/>		
	Non <input type="checkbox"/>		
6) Je joins l'état de ma situation fiscale de recouvrement sur la période du 1er janvier au jour précédent ma demande délivré par le comptable public compétent	<input type="checkbox"/>		
7) Je reconnais aussi avoir pris connaissance des dispositions de l'arrêté précité qui prévoient une remise en cause de la remise partielle de dettes fiscales en cas de non-respect desdits engagements ou d'inexactitude ou de sincérité des éléments déclarés.	<input type="checkbox"/>		
Je déclare que les informations fournies sont exactes.	(signature)		

Prénoms et Nom

Fonction

Lieu et date